

Demoiselle brevetée, connaissant bien l'allemand et le français, donnerait des leçons. S'adresser rue de Lausanne, 87, au 1er étage.

On prendrait des pensionnaires au Café « Tempérance », rue de Zähringen, 2654. **BONNE CUISINE**

AVIS
A partir d'aujourd'hui on trouvera à l'ancien magasin des dames Barly, rue de Lausanne N° 84, de la Volaille de Bresse, de première qualité. H4014F 2635. Se recommande **J. Bauer.**

Piano d'artiste
Magnifique piano, cordes croisées, cadre fer, doubles flammes, construction tout à fait supérieure, garantie, est à vendre après un mois d'usage, pour cause majeure, 700 fr. comptant; valeur, 1200 fr. — Ecrite de suite à Haasenstein et Vogler, Fribourg, sous chiffres H3993F. 2635

QU'EST-CE QUE LE Pinal ?

LE PINAL est une nouvelle invention de très grande importance pour les soins de la chevelure; c'est le seul moyen qui donne toute garantie contre les maladies si variées du cuir chevelu. Son emploi empêche la formation des pellicules. LE PINAL est la seule préparation qui empêche la chute des cheveux et qui leur conserve leur nuance naturelle. Le Pinal donne à chacun, aux personnes âgées comme aux enfants, une abondante chevelure; c'est pourquoi aucune table de toilette ne devrait en être dépourvue.

La PINAL est brevetée sous N° 11,193
Prix du flacon: 4 francs
Dépôt pour Fribourg: Chez MM. Thurler et Köhler et M. L. Bourgnuchet.
Dépôt pour Morat: Chez M. Fréd. Golliez. 2543

OTTO KARRER, pharmacien
Fabrique de produits chimiques et pharmaceutiques
HORGEN-ZÜRICH

A LOUER
à Beaugregard, à proximité immédiate du tramway,

un beau magasin
et plusieurs logements de 3 et 5 pièces. Eau et gaz dans les cuisines. S'adresser à **Hercule Hogg-Mons, à Monséjour.** 2238

M. BECH, curé de Berg-holz Guebwiller (Alsace) indique gratuitement le meilleur traitement des Hernies.

PIANOS
Location. — Echange. Ventes. — Accordage. Magasin de musique et instrum. en tous genres
OTTO KIRCHHOFF
117, rue de Lausanne, Fribourg.

A LOUER
rue de Lausanne, 47, plusieurs appartements complètement neufs, de trois pièces et cuisine avec eau; caves, terrasses, cour-buanderie, jardin.

A la même adresse, à louer magasin complètement restauré, et arrière-magasin très éclairé. 2530

LA LIBERTÉ

ADMINISTRATION ET RÉDACTION
Grand-Tue, 13, Fribourg (Suisse)
ANNONCES
Agence de publicité Haasenstein et Vogler
rue Saint-Nicolas

ABONNEMENTS
Trois mois . . . Fr. 4 —
Six mois . . . » 6 50
Un an . . . » 12 —
Suisse Étranger
» 13 — » 25 —

ANNONCES
Canton, la ligne 15 cent.
Suisse, » 20 »
Étranger, » 25 »
Réclames 50 cent.

SAMEDI 25 NOVEMBRE 1899
328 — Sainte Catherine, vierge, m. — 37
Numéro 272
VINGT-NEUVIÈME ANNÉE

Courage donc, chers Fils, et agissez virilement, pleins de confiance en Dieu dont vous servez la cause, appuyés sur les doctrines de cette Chaire apostolique à laquelle a été confié l'enseignement suprême,
O. I. X.

Nous avons constaté avec plaisir que, dans le ministère que vous exercez, vous vous proposez d'adhérer fermement aux conseils que le Saint-Siège a donnés aux évêques catholiques.
(BREF DE LÉON XIII A LA LIBERTÉ.)
M. V. X.

La Presse est une œuvre pie d'une utilité souveraine. (P. IX.)

DERNIÈRES DÉPÊCHES

Orange River, 24 novembre.
Un membre du Parlement du Cap, revenant de Belmont, rapporte qu'un engagement a eu lieu près de Belmont et que les Anglais ont emporté à la baïonnette les positions des Boers.

Londres, 24 novembre.
Le War Office a communiqué une dépêche, reçue hier soir, disant que lord Methuen a attaqué, dans la matinée du 23, les Boers établis dans une forte position à Belmont. Les Anglais ont emporté trois hauteurs. Ils se sont battus d'une façon splendide. Les Boers se sont défendus avec beaucoup de courage et d'habileté. La victoire des Anglais a été complète. Ils ont fait 40 prisonniers. De nombreux Boers ont été tués. Les Anglais se sont emparés d'une grande quantité de chevaux et de bétail et ont détruit beaucoup de munitions. Les pertes anglaises sont évaluées à 3 officiers tués, 21 blessés, 55 hommes tués et 125 blessés. Le général Fetherstonhaugh est au nombre des blessés. Il y a 21 manquants.

Pietermaritzburg, 23 novembre.
Le général Hildyard a fait dans la matinée une sortie à Estcourt. Le combat est actuellement engagé.

Durban, 24 novembre.
Tous les canons de marine débarqués ont été expédiés mercredi à Estcourt.

Londres, 24 novembre.
On télégraphie de Pietermaritzburg au Times que le bruit court que le général White a fait une sortie le 19 et qu'il a occupé plusieurs positions autour de Ladysmith.

Londres, 24 novembre.
On télégraphie de Mafeking au Times que les retraits boers se rapprochent chaque jour de la ville. L'eau s'épuise.

Le Cap, 24 novembre.
Sir Redvers Buller est parti pour le Natal. Les autorités militaires empêchent toutes divulgations sur le mouvement des troupes. On assure que les Anglais sont en mesure de repousser toute invasion au nord de la colonie.

Londres, 24 novembre.
Le ministère de la guerre vient d'ordonner la mobilisation de huit nouveaux bataillons de la milice; la mobilisation commencera le 11 décembre. Les journaux du soir publient une dépêche de Pietermaritzburg disant que le général Hildyard a fait une sortie de Estcourt et qu'il est maintenant en train d'attaquer les Boers. M. Milner annonce à M. Chamberlain qu'une réunion des notables indigènes, représentant plusieurs races de la colonie du Cap, a voté un ordre du jour de fidélité à la reine, lui offrant de combattre pour elle et promettant obéissance et tranquillité.

Le Cap, 24 novembre.
On assure que le général Buller revient bientôt du Natal.

Windsor, 24 novembre.
M. Chamberlain a conféré jeudi avec le comte de Hatzfeld et M. de Bülow. Gailknecht II a eu ensuite un long entretien avec le comte de Hatzfeld. Suivant la Press Association, M. Chamberlain a eu une entrevue avec l'empereur Guillaume.

Francfort, 24 novembre.
On télégraphie de Constantinople à la Gazette de Francfort qu'un député allemand, qui comprenait un certain nombre d'influents, a remis à l'ambassadeur d'Angleterre une adresse de ses collègues à Constantinople et dans toute la Turquie, dans laquelle ils expriment leur sympathie pour l'Angleterre à l'occasion de la lutte contre les Boers. La députation a demandé à l'ambassadeur de transmettre cette adresse à la reine et au gouvernement à Londres.

Francfort, 24 novembre.
On télégraphie de Budapest à la Gazette de Francfort que le parti de Kossuth a été épouvantable scandale à l'occasion de la présentation de la Chambre des députés de la loi sur la Quote. Le comte Szell, président des ministres, n'a pas pu parler pendant tout un quart d'heure, sa voix étant constamment couverte par les cris de démission.

Nouvelles du jour

Lord Ripon, qui fut le prédécesseur de M. Chamberlain au ministère anglais des colonies, vient de prononcer un grand discours sur le sort que l'Angleterre doit faire au Transvaal après la victoire définitive sur les Boers. Il faudrait, selon lui, laisser l'autonomie complète aux colonies du Cap et du Transvaal et abolir ainsi la domination britannique dans l'Afrique australe.

Outre que cette solution ne doit pas être du goût de M. Chamberlain et de la foule des jingoïstes, elle suppose une chose qui n'est pas encore accomplie: la défaite des Boers.

Cet événement sur lequel les Anglais comptent avec tant de sûreté et qui finalement se produira, paraît reculer dans le lointain, depuis quelques jours.

Nos Dernières Dépêches d'hier signalaient l'adhésion de plus en plus générale des Afrikanders du Cap et de Natal à la cause des Boers. Elle ne s'affirme pas simplement en une platonique sympathie. Les Afrikanders passent bel et bien à l'ennemi, qui n'en est pour eux qu'au dire des Anglais, puisqu'ils retrouvent dans le camp boer les hommes de leur sang.

Avançant vers le sud-est de Ladysmith, les colonnes du général Joubert ont investi Estcourt et sont arrivées au pont de la Tugela, coupant ainsi la communication des deux petites armées anglaises, dont l'une est enfermée dans Ladysmith et l'autre dans Estcourt, avec le quartier général de Pietermaritzburg.

Lorsqu'on apprit, à Londres, cette offensive, on s'imagina que les Boers désespéraient de venir à bout du général Withe et qu'ils levaient le siège. C'était une erreur. Ladysmith et Estcourt continuent d'être serrés de près; la garnison de l'une de ces places a échoué dans sa tentative de porter secours à l'autre.

Enfin, chacun se demande si le plan dont l'exécution aurait été confiée à lord Methuen n'est pas téméraire. On prête à ce général de marcher sur Bloemfontein, capitale de l'Orange, puis de revenir vers le Sud et d'attaquer par derrière les forces orangistes concentrées à Aliwal-North et à Colesberg, tandis qu'une division partie d'East London les attaquerait de front. Cette stratégie du généralissime sir Redvers Buller, excellente et simple sur le papier, exige des contingents nombreux que les Anglais n'ont pas encore.

La fortune des armes n'est pas à la veille de se retourner contre les Boers. Le président Krüger, qui est un sage, ferait bien de choisir le moment actuel pour entamer discrètement les premières négociations d'une paix honorable.

Il semble que, au Cap, ces ouvertures seraient bien accueillies. Un journal anglais de là-bas, l'Argus, annonce que plusieurs fonctionnaires influents du Transvaal, envoyés par le président Krüger, se sont embarqués à Lourenço-Marqués pour Capetown. Ce journal ajoute qu'on les croit chargés d'une mission pacifique.

Si ce que l'on croit est au moins ce que l'on désire, cette nouvelle est du meilleur augure.

« A la Reine ! »
Cette unique parole, qui a été tout le toast de Guillaume II au dîner de Windsor, pourra servir de modèle aux orateurs des banquets du XX^e siècle. Elle prouvait au surplus que l'empereur d'Allemagne ne voulait pas se compromettre dans les affaires en cours.

Ses féaux sujets n'ont pas tant de scrupule, et les journaux de Berlin énoncent des jugements sévères sur la situation des Anglais au Transvaal et prouvent par là que leurs sympathies vont entièrement aux Boers.

Quoique peu enclins à s'enflammer, les Anglais n'ont pas attendu la confirmation de la nouvelle de la prise par les Russes de Hérat, la capitale de l'Afghanistan, pour discuter passionnément les conséquences de cet acte qui montre que les Russes sont disposés à avancer toujours plus vers l'Inde.

Le Morning Leader demande à savoir comment le gouvernement pourra se justifier d'avoir retiré 10,000 hommes de l'armée des Indes pour les envoyer dans le Sud de l'Afrique.

Il ajoute: « Si le gouvernement croit que l'invasion des Indes par la Russie est un danger réel, il ne doit pas à cette heure affaiblir la défense de cette contrée. » Que M. Chamberlain réponde! Ce ministre brouillon aura plus d'un compte à régler avec l'opinion publique de son pays.

Les délégations autrichienne et hongroise se sont enfin mises d'accord pour la quote-part aux dépenses communes de la monarchie. La Hongrie payerait 34,4 %, soit une augmentation de 3 % sur la quote précédente, c'est-à-dire un peu plus de trois millions de florins.

On ne sait pas encore si cette décision sera ratifiée par les deux Parlements. L'opposition sera vive, en Autriche, de la part des Tchèques, et, en Hongrie, de la part du parti de l'indépendance.

Un journal de Berlin, la Deutsche Zeitung, publie une dépêche de Saint-Petersbourg disant que le comte Mouravieff aurait reçu l'ordre du czar de faire arrêter le ministre des finances, M. Witte, jusqu'ici l'homme en lequel Nicolas II mettait le plus de confiance et auquel il laissait le soin d'organiser toute l'administration intérieure de l'Empire. Cette arrestation serait motivée par des spéculations financières auxquelles se serait livré le ministre.

M^{me} Witte aurait essayé d'obtenir une audience du czar, mais n'a pu réussir.

Le Daily Mail annonce que le prince de Galles a décidé de s'abstenir de s'intéresser à la participation de l'Angleterre à l'Exposition, si les attaques de la presse française à propos du Transvaal continuent.

Jusqu'à présent, le prince de Galles n'avait jamais épousé les colères officielles de l'Angleterre contre la France. Il aimait trop Paris, pour se priver du plaisir d'y aller aussi souvent que cela lui plaît.

M. Ferdinand Brunetière a fait hier à l'Académie française, le rapport sur les prix de vertu, et M. Gaston Boissier sur les concours de l'année 1899.

A la Chambre française, l'abbé Lemire a proposé la création d'un « ministère du travail ». C'est le ministère de la question sociale, le ministère de l'avenir, et nous ne nous étonnons pas que la proposition en soit faite par un homme aussi informé et un esprit aussi généreux qu'est l'abbé Lemire. Mais ce qui est surprenant, c'est que le ministre socialiste, M. Millerand, a appuyé l'idée de l'abbé Lemire. Il faut que ce ministre soit bien puissant dans son parti pour oser se ranger à l'avis d'une « soutane ».

A la Haute-Cour de Paris, a commencé le défilé des témoins. La première séance a fait constater qu'il y avait parmi eux au moins quelques imposteurs.

Ils étaient incapables de préciser les renseignements qu'ils donnaient, et l'effet produit par leurs dépositions est que ceux qui les ont accueillis d'abord ont été volontairement crédules.

Qui l'aurait cru ?
Le général de Galliffet, ministre français de la guerre, qui fait le jeu des ennemis de l'armée en présentant son projet d'enlever aux Tribunaux militaires les crimes et délits de droit commun pour les soumettre aux tribunaux ordinaires, s'appuie sur l'autorité du gouvernement de Charles X. « On ne s'attendait guère à voir Ulysse en cette affaire. »

Ces jours derniers, les journaux américains annonçaient, avec une légitime fierté, que des troupes envoyées de Manille par le général Otis faisaient un beau mouvement tournant pour capturer l'armée d'Aguineldo.

Aujourd'hui, ils sont obligés de faire savoir à leurs lecteurs qu'Aguineldo a « probablement » échappé et qu'il commande des forces considérables.

A la tête de troupes égyptiennes, un colonel anglais a battu 2500 derviches et en a tué 400.

C'est un beau chiffre; mais depuis que les Anglais font des hécatombes de derviches, ils devraient en avoir fini avec ces fanatiques.

Mettant à profit l'agitation de la Catalogne, Don Carlos a lancé un manifeste. « Hier, dit-il, le séparatisme catalan n'était que politique, demain il sera national. Le gouvernement espagnol n'y prend pas garde; en s'opposant au régionalisme, à la décentralisation, c'est lui qui crée les forces séparatistes. »

CONFÉDÉRATION

Grands Conseils. — Dans sa séance de jeudi après midi, le Grand Conseil bernois a liquidé, en deuxième lecture, le projet d'assurance contre le chômage, et l'a adopté par 46 voix contre 12. Une proposition tendant à soumettre la loi à la votation populaire a été repoussée par 32 voix contre 26; mais il est certain qu'il y aura référendum.

Au cours de la discussion du budget, le Grand Conseil valaisan a invité le Conseil d'Etat à présenter dans la prochaine session un projet de loi sur le colportage et la concurrence déloyale.

Le Grand Conseil bernois a voté à l'unanimité la prise en considération d'une motion tendant à faciliter les naturalisations, celles en particulier d'étrangers nés en Suisse et qui y ont été élevés, ainsi que de Bernoises, veuves d'étrangers.

La session du Grand Conseil de Neuchâtel a été close hier, après le vote du budget qui présente un déficit de 342,242 fr.

Diplomatie. — On mande de Constantinople à la Tribune de Genève que, dans les cercles diplomatiques, on affirme que M. de Claparède, ministre de Suisse à Vienne, va être accrédité sous peu comme ministre plénipotentiaire à Constantinople, sans abandonner pour cela son poste de Vienne.

Carathéodory Effendi est parti de Constantinople pour se rendre à Berne et remettre au président de la Confédération ses lettres de créances qui l'accréditent comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Sultan près la Confédération suisse.

M. Carathéodory garde également son

poste de ministre impérial ottoman en Belgique qu'il y occupe depuis 14 ans.

M. Carathéodory est d'origine grecque, chrétien et richissime. Il est *persona grata* du Sultan, qui vient de lui conférer la Grand-Croix de l'Osmanie en brillants.

Les obsèques du colonel Lecomte.

— Jeudi après-midi, ont eu lieu à Lausanne les obsèques du colonel Lecomte. Le service religieux a été célébré au temple de Saint-François, rempli, à cette occasion, d'une foule émue et recueillie. Le pasteur Pettavel a prononcé l'oraison funèbre.

Après le service religieux, le cortège s'est mis en marche pour le cimetière. Le corbillard, chargé de couronnes, parmi lesquelles on remarquait celles du Conseil d'Etat, de la Société des officiers, de la Société des sous-officiers, de la *Revue militaire suisse*, des Sociétés d'étudiants *Belles-Lettres et Helvétia*, était entouré d'étudiants de l'*Helvetia*, Société dont le colonel Lecomte avait été un des fondateurs. Dans le cortège, on remarquait le Conseil d'Etat, une délégation du Tribunal fédéral, le Bureau du Grand Conseil et de nombreux députés, plusieurs colonels de l'armée fédérale, les Sociétés militaires et universitaires, etc.

Sur la tombe, des discours ont été prononcés par M. Viquérat, au nom du Conseil d'Etat, par M. Camille Décoppet, président du Grand Conseil, au nom de ce corps, et par le colonel Edouard Secretan, au nom du corps des officiers.

Rage. — Les sept personnes de Saint-Maurice qui avaient été mordues par un chien enragé sont revenues de Paris jeudi soir, à 7 1/2 h., après 18 jours de traitement à l'Institut Pasteur. Toutes sont rentrées dans les meilleures conditions.

Protection des animaux. — Le président de la section cantonale de protection des animaux et la président de la section de la ville de Berne de la même Société ont eu jeudi matin une entrevue avec M. Ruffy, auquel ils désiraient demander des renseignements sur le résultat de l'enquête faite au sujet de mauvais traitements auxquels auraient été soumis, suivant des informations de journaux, des chevaux employés pendant les dernières écoles militaires.

M. Ruffy a déclaré qu'une enquête était effectivement ouverte à ce sujet, mais qu'elle n'était pas encore terminée.

FAITS DIVERS

ETRANGER

Collision sanglante. — Aux Etats-Unis, une collision sanglante s'est produite entre des soldats noirs et la population de Fort Ringgold.

Trois mille coups de fusils ont été échangés. Des deux côtés, il y a eu plusieurs tués et de nombreux blessés.

Naufrage d'un voilier. — Un steamer espagnol a débarqué à Portland (Etats-Unis), une partie de l'équipage d'un trois-mâts français du port de Havre.

Ce voilier était parti le 14 novembre de Bordeaux, avec un plein chargement à destination de la Guadeloupe, lorsque le lendemain, à la suite d'une tempête dans le golfe de Gascogne, son équipage dut l'abandonner au moment où il sombrait.

Trois hommes furent noyés, le cuisinier et un matelot. Treize hommes se réfugièrent dans une des embarcations du bord et y demeurèrent deux jours et trois nuits.

BISTOURI

PAR
ACHILLE MELANDRI

Et, tout frissonnant, le front baigné d'une sueur glacée, il eut la vision très nette du lugubre drapeau noir, arboré sur la prison de Londres pour annoncer son exécution.

A ce moment, la petite place de Trinity church s'emplit de bruit.

Bistouri et ses compagnons avaient atteint le plateau, les questions, les exclamations se croisaient dans l'air.

— Qui cherche-t-on ainsi ?

— C'est Jack Raven, le cocher de Sir Lothbury.

— Il a sûrement passé par ici, ne l'avez-vous pas aperçu ?

— Non, ma foi !... que lui veulent-ils ? qu'a-t-il donc fait ?

— Il est poursuivi pour vol, et il vient de commettre un meurtre.

— Impossible !... Un si brave homme !

— Nous perdons le temps en paroles inutiles, observa un policeman, il faut continuer notre battue... pour un homme dans sa position, le seul refuge est là...

Du doigt, il indiquait la ligne lointaine des arbres, qui bornait l'horizon.

SUISSE

Un misérable. — Les annales criminelles de Zurich viennent de s'enrichir d'un nouveau forfait, particulièrement odieux. Mardi dernier, un nommé Joseph Meyer, de Clusmen (Lucerne), a assassiné dans un accès de fureur alcoolique sa vieille mère, âgée de 63 ans.

Meyer est un homme de 33 ans, qui vivait depuis une année séparé de sa femme, dont il avait eu deux enfants. La mère de cet individu faisait son ménage et élevait ses deux petits-fils, âgés de 6 et de 2 ans. A la mort de son père, Meyer avait hérité d'une certaine somme. Aussitôt en possession de cet avoir, il cessa de travailler et se mit à mener une vie de désordres qui lui valait de fréquents reproches de la part de sa vieille mère. Meyer rentrait souvent ivre au logis et il n'était pas rare qu'il battît ses enfants et leur grand-mère. L'autre soir, il se trouvait sous l'influence de la boisson et une querelle éclata entre sa vieille mère et lui. Le monstre osa porter la main sur la pauvre femme et l'accabla de coups, au milieu desquels elle expira. Meyer a été arrêté sur la dénonciation d'un voisin.

Duel d'étudiants. — La Cour d'appel de Zurich, revisant un jugement du Tribunal de district de Zurich, a condamné deux étudiants qui s'étaient battus en duel au café Frohald, à Wollishofen, à 4 jours de prison et 40 fr. d'amende. Les cinq autres personnes qui assistaient au duel ont été condamnées à 30 fr. d'amende chacune. Le Tribunal de district avait libéré les étudiants.

Extradition d'un banqueroutier. — Nous avons narré, il y a quelque temps, les exploits d'un fabricant de tabacs de Bâle, nommé Rodolphe Trueb, qui avait disparu avec la forte somme, après avoir commis dans la gestion de ses affaires toutes sortes de fraudes couronnées par une banqueroute frauduleuse. Trueb s'était réfugié au Transvaal, où le Département fédéral de justice et police l'avait retrouvé. Des démarches ayant été faites pour obtenir son extradition, celle-ci a pu être effectuée encore avant l'ouverture des hostilités anglo-boers, et Trueb vient d'arriver à Marseille. Il ne tardera pas à aller rendre compte devant les Tribunaux badois de ses méfaits commerciaux.

FRIBOURG

Grand Conseil

Séance du 23 novembre. — Présidence de M. Chassot, président.

Le Grand Conseil reprend la discussion commencée hier sur l'entrée en matière du projet de loi concernant l'assurance obligatoire du bétail.

M. Chatton a dit ne pouvoir partager l'avis de M. Progin. Si l'assurance n'était pas rendue obligatoire, il suffirait de l'opposition d'un grand propriétaire pour priver tout un cercle des bienfaits de la solidarité.

M. Reynold veut garantir la conservation d'un capital de 23 millions. L'assurance libre n'a pas fait ses preuves, même dans la Gruyère, où sur 16,000 têtes de bétail, 5500 seulement sont au bénéfice de l'assurance. D'une manière générale, les assurances sont un des bienfaits les moins contestables de la civilisation moderne.

M. Leitch recommande, lui aussi, le vote de l'entrée en matière; il désire voir modifier l'un ou l'autre des articles du projet.

M. Python est partisan de l'assurance générale obligatoire; déjà en 1883, il a vu dans la loi organisant et subsidant l'assurance au moyen de Sociétés libres, un acheminement à l'obligation. La loi de 1888 avait établi une transaction entre la montagne et la plaine. Les représentants de la plaine ont consenti à faire entrer le quartier dans la liste des maladies assurées, pour

obtenir le bénéfice de l'article 2 subventionnant les Sociétés libres. Mais cet article n'a pas produit les résultats espérés par la plaine.

Voulons nous discuter la question de la liberté du citoyen? Cette liberté n'existe que si elle repose sur une certaine indépendance économique, et c'est précisément cette indépendance économique que nous voulons assurer au plus grand nombre possible de campagnards. Que de ruines ont été engendrées par la perte d'une tête de bétail! L'assurance est un des meilleurs moyens que nous ayons pour empêcher la classe moyenne de descendre à une condition inférieure. L'assurance est nécessaire au petit propriétaire; le grand n'en a pas besoin; il peut être de fait son propre assureur. Qui oserait proposer maintenant de supprimer l'assurance obligatoire des immeubles? L'assurance du mobilier que nous avons établie récemment a été un bienfait pour les pauvres gens qui, auparavant, étaient jetés par un incendie dans le prolétariat.

Le projet a été longtemps étudié; il est sur le tapis depuis une dizaine d'années. Nous avons été arrêtés par une regrettable jurisprudence du Conseil fédéral qui, dans le calcul de la subvention à allouer aux cantons, ne voulait pas faire entrer en compte le revenu du capital des Caisses cantonales d'assurance. Heureusement, on a renoncé à cette jurisprudence. Il y a, comme le disait hier M. Progin, une catégorie de subventions fédérales qui nous répugnent; mais il en est d'autres dont nous reconnaissons l'utilité. Je n'éprouve aucune répugnance à solliciter des subventions fédérales en faveur de l'agriculture et des autres buts économiques.

M. Python expose ensuite les avantages de la combinaison basée sur une double assurance obligatoire, l'une générale pour les maladies épidémiques, l'autre locale ou régionale pour les autres cas de maladies. On objecte qu'il y a de l'opposition; mais si tout le monde était d'accord, ce ne serait plus un progrès. Il faut savoir sauvegarder quelquefois les intérêts du peuple contre son gré, et c'est pour ce motif que M. Python n'est pas partisan du référendum. Il ne faut pas s'arrêter à toutes les critiques, mais voir si elles sont fondées.

On a manifesté la crainte que l'assurance obligatoire n'ait pour conséquence de prélever une loi organisant la mise en gage du bétail; mais cette crainte n'est pas sérieuse; nous possédons déjà maintenant tous les éléments pour étudier la constitution du gage du bétail. Lorsqu'on a proposé cette mesure, il y a quelques années, elle a été repoussée avec entrain par une partie des intéressés. Personnellement, M. Python verrait, dans la possibilité d'emprunter sur mise en gage du bétail, une garantie contre l'appauvrissement; mais il craindrait la transition, qui pourrait être désastreuse en mettant à nu la position de beaucoup de petites gens.

C'est avec raison que M. Lutz a fait ressortir le côté moral de la réforme; elle habituerait la population à la prévoyance. Les assurances sont une des meilleures conquêtes de notre siècle.

M. Corpataux votera l'obligation; il a vu des gens ruinés par la mort d'une tête de bétail.

M. Reichlen dit qu'on a présenté à tort la Gruyère comme hostile à la réforme. Il est vrai que, dans une réunion assez importante, un certain nombre d'assistants se sont prononcés contre l'obligation; mais c'est qu'on avait fait une peinture très exagérée et très fautive des charges qui en résulteraient pour les petits propriétaires.

Maintenant que les projets du Conseil d'Etat sont connus, cette opposition ne se manifeste plus, et si l'on soumettait la question au peuple, celui-ci émettrait en majorité un vote favorable.

La situation créée par la loi de 1888 ne peut pas durer, puisqu'il est prouvé qu'elle crée une injustice en favorisant la montagne au préjudice de la plaine. S'il y a des inspecteurs du bétail peu capables, les nouvelles compétences exigeront d'eux un travail qu'ils ne pourront faire et ces fonctionnaires se retireront forcément. M. Reichlen ne s'effrayerait pas de la perspective de la mise en gage du bétail; cela vaudrait mieux que de courir après les cautionnements.

M. Francey, rapporteur, fait remarquer que les propriétaires d'un nombreux bétail ne sont pas toujours aussi riches qu'on a bien voulu le dire. Ce sont en majorité des fermiers. Toutes les classes des agriculteurs bénéficieraient de la loi qui est proposée au Grand Conseil.

M. Schaller se félicite de la discussion intervenue. Elle a répandu une grande lumière sur la question. M. Schaller est, autant que n'importe qui, partisan de la liberté, et c'est pourquoi il s'est montré, en 1888, opposé à l'obligation. Nous pensions qu'avec le subsidie de l'Etat, l'assurance libre du bétail deviendrait à peu près générale; mais, après dix ans, c'est à peine si le quart du bétail est assuré; dans la Gruyère même, il n'y en a que le tiers; c'est la Singine qui a le mieux répondu à l'attente, puisque ce district a assuré 7300 têtes de bétail sur 15200. Après cette expérience, il faut, ou cesser de contenir les Sociétés d'assurances libres, ou établir l'obligation. A l'exception de quelques gros propriétaires qui repoussent la solidarité pour ne pas payer la vache du pauvre, la grande majorité des intéressés est favorable à la réforme.

La Confédération a posé pour règle absolue que l'inspecteur du bétail aurait le contrôle des animaux assurés. Dans les deux cours d'inspecteurs du bétail organisées à Péroles en 1898 et 1899, M. Schaller s'est convaincu que ces fonctionnaires étaient capables, à part trois ou quatre vieillards qu'on n'avait pas voulu dégommer. Les préfets ont reçu pour instruction de ne présenter que des candidats parfaitement aptes.

L'entrée en matière est votée à l'unanimité moins deux voix. La discussion de cet article commencera demain.

M. Francey présente le rapport sur le nouveau contrat conclu entre l'Etat et le consortium des salines pour la fourniture du sel. Le traité actuel expirera au 31 décembre 1902. On le renouvellera d'avance, à la demande des salines qui désirent être fixées sur nos intentions plusieurs années à l'avance. Le contrat nouveau est à l'avantage de l'Etat, qui bénéficiera d'une différence de 25,000 fr. par an. La Commission est unanime à proposer la ratification du traité.

M. Thérulaux ajoute que, pendant les treize années que durera le traité, nous bénéficierons en tout de 325,000 fr. L'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} janvier prochain. La ratification est accordée à l'unanimité.

M. Louis Weck présente le rapport sur le décret concernant la construction de la route de Guin-Planfayon, section Tavel-Atterwyl. Il y aura très peu de travaux d'art à exécuter. La longueur de la section est de 4764 mètres, et le devis s'élève à 140,000 fr.; il ne sera très probablement pas dépassé.

Un sourire affreux crispa ses traits :

— Bien travaillé, Jack ! murmura-t-elle. Puis, s'adressant à cette forme prostrée et insensible, elle laissa déborder sa fureur dans un flot d'imprécations.

« Ainsi, tu croyais jouir tranquillement de cette fortune que tu venais me reprendre... de cette fortune que j'avais gagnée par tant d'attentions et d'efforts... »

« Tu étais jeune, belle, la vie s'ouvrait devant toi pleine de sourires et de promesses... Un mariage avec ce Frenchman de malheur, sans doute, et un joli million dans ta corbeille... Ah ! Ah ! il faut en rabattre, ma mie ! »

Les invectives affluaient à ses lèvres parcheminées.

« La voilà donc, cette créature qu'on a eu le tort de ne pas jeter dans la Tamise par une nuit de brouillard ! »

« Elle revenait pour me ruiner, bafouer mes espérances... J'étais chez moi, entendais-tu ? chez moi ! J'avais bu des affronts, subi les caprices d'un vieux maniaque, dressé mes plans, patient pendant vingt ans... Je touchais au but, la place était conquise. »

« Tu es venue te jeter au travers de tout cela, briser comme une guêpe imbecile la toile que j'avais tissée toute ma vie ! »

En disant ces mots, Annie remarqua le bandeau qui entourait la blessure de sa victime, et empêchait le sang de jaillir.

« Ah ! dit-elle avec un ricanement de vampire, pas de ça... Je ne veux pas que tu en viennes ! »

(A suivre).

M. Cardina...
réseau des rou...
partie supérieure...
la circulation.
Le décret est...

Vient ensui...
débat du proj...
et la vent...
M. Schaller...
aux premiers...
ont eu lieu d...
Chambres f...
d'Etat d'élabo...
plus détaillé...
les observati...
Premiers déba...
La discussion...
A l'article 6...
les agents, cou...
més sous la r...
ment qui veut...
M. Bise trou...
M. Python es...
par M. Dinich...
supprimer le c...
trop loin ; n...
demande autar...
civile entre le...
régis par le Co...
d'un acte coup...
nelles d'après...
droit pénal.

M. Dinich...
explications ;...
retire sa propo...
A l'article 9...
disposition po...
à terme des v...
vente est extré...
M. Schaller...
de M. Dinich...
à l'article 11...
M. Python n...
la jurispruden...
sions introduir...
C'est pour ent...
M. Dinichobert...
gation de la p...
vente de mai...
M. Dinichobert...
zell contient la...
M. Bise aim...
disposition ; m...
contient le pr...
aux ventes à...
en maison so...
règlements de...
M. Bourgnone...
yaleurs à term...
la proposition...
que prohiber u...
vente de mai...
publico resterai...
M. Python :...
loin que nous n...
Si nous exagér...
sont cassées par...
M. Dinichobert...
posées à l'artic...
rantes pour sa...
gens mails que...
préférence. L'...
changement ; l...
est repoussée...
La discussion e...
pour être conti...

Séance du 2...
dence de M. C...
M. le préside...
connaissance d...
Morard, dans l...
qu'il a envoyé...
de député.

M. le préside...
ment l'organe...
mant ses regr...
due à des maie...
il propose de...
des démarches...
de la prière de...
M. Python se...
position de M...
tirement des d...
entre l'adminis...
question. M. F...
aboutrira à une...
Le Grand Co...
débat sur le p...
valeur à lois...
Il a ensuite...
let de loi sur...
bétail. Les troi...
votés sans cha...
un quatrième...
adjonctions.

Le banquet...
A peine les a...
accueillit l'entr...
cours de M...
arrétés, qu'un...
M. l'abbé Far...
nous montre d...
temple, et le j...

ent que les projets du Conseil d'Etat, cette opposition ne se manifeste, et si l'on soumettait la question, celui-ci émettrait en majorité favorable.

La loi de 1888 ne durait, puisqu'il est prouvé qu'elle n'a été appliquée qu'en faveur de la monnaie de la plaine. S'il y a des abus, ce n'est pas la loi qui est en cause, mais la manière de l'appliquer. Les fonctionnaires ne pourront faire et ces fonctionnaires ne pourront pas de la perspective de la gage du bétail; cela vaudrait mieux pour les cantonnements.

ancey, rapporteur, fait remarquer que les propriétaires d'un nombreux bétail ne sont pas toujours aussi riches qu'on le dit. Ce sont en majorité des cultivateurs. Toutes les classes des agriculteurs ne sont pas favorables à la loi qui est proposée.

La loi de 1888 ne durait, puisqu'il est prouvé qu'elle n'a été appliquée qu'en faveur de la monnaie de la plaine. S'il y a des abus, ce n'est pas la loi qui est en cause, mais la manière de l'appliquer. Les fonctionnaires ne pourront faire et ces fonctionnaires ne pourront pas de la perspective de la gage du bétail; cela vaudrait mieux pour les cantonnements.

La loi de 1888 ne durait, puisqu'il est prouvé qu'elle n'a été appliquée qu'en faveur de la monnaie de la plaine. S'il y a des abus, ce n'est pas la loi qui est en cause, mais la manière de l'appliquer. Les fonctionnaires ne pourront faire et ces fonctionnaires ne pourront pas de la perspective de la gage du bétail; cela vaudrait mieux pour les cantonnements.

La loi de 1888 ne durait, puisqu'il est prouvé qu'elle n'a été appliquée qu'en faveur de la monnaie de la plaine. S'il y a des abus, ce n'est pas la loi qui est en cause, mais la manière de l'appliquer. Les fonctionnaires ne pourront faire et ces fonctionnaires ne pourront pas de la perspective de la gage du bétail; cela vaudrait mieux pour les cantonnements.

La loi de 1888 ne durait, puisqu'il est prouvé qu'elle n'a été appliquée qu'en faveur de la monnaie de la plaine. S'il y a des abus, ce n'est pas la loi qui est en cause, mais la manière de l'appliquer. Les fonctionnaires ne pourront faire et ces fonctionnaires ne pourront pas de la perspective de la gage du bétail; cela vaudrait mieux pour les cantonnements.

La loi de 1888 ne durait, puisqu'il est prouvé qu'elle n'a été appliquée qu'en faveur de la monnaie de la plaine. S'il y a des abus, ce n'est pas la loi qui est en cause, mais la manière de l'appliquer. Les fonctionnaires ne pourront faire et ces fonctionnaires ne pourront pas de la perspective de la gage du bétail; cela vaudrait mieux pour les cantonnements.

La loi de 1888 ne durait, puisqu'il est prouvé qu'elle n'a été appliquée qu'en faveur de la monnaie de la plaine. S'il y a des abus, ce n'est pas la loi qui est en cause, mais la manière de l'appliquer. Les fonctionnaires ne pourront faire et ces fonctionnaires ne pourront pas de la perspective de la gage du bétail; cela vaudrait mieux pour les cantonnements.

M. Cardinaux; Cette section termine la discussion des routes qui ont ouvert toute la partie supérieure du district de la Singine à la circulation.

Le décret est adopté sans opposition.

Vient ensuite la discussion en seconde lecture du projet de loi concernant l'émission et la vente des valeurs à lots.

M. Schaller expose que l'ampleur donnée aux premiers débats, et les discussions qui ont eu lieu dans d'autres cantons et aux Chambres fédérales, ont permis au Conseil d'Etat d'élaborer un projet plus complet et plus détaillé. Il a été tenu compte de toutes les observations présentées au cours des premiers débats.

La discussion a lieu par articles.

A l'article 6, M. Dinichert demande que les agents, courtiers et autres, soient nommés sous la responsabilité de l'établissement qui veut les employer.

M. Bise trouve l'article 6 suffisant.

M. Python estime que l'exigence formulée par M. Dinichert aurait pour résultat de supprimer le courtage. Il ne faut pas aller trop loin; nulle part en Suisse on ne demande autant que nous. Les rapports entre le courtier et l'employeur sont réglés par le Code des Obligations; s'il s'agit d'un acte coupable, les fautes sont personnelles d'après les principes généraux du droit pénal.

M. Dinichert a tenu à provoquer des explications; il n'insiste pas davantage et retire sa proposition.

A l'article 9, M. Dinichert propose une disposition portant interdiction de la vente à terme des valeurs à lots; cette forme de vente est extrêmement dangereuse.

M. Schaller observe que la proposition de M. Dinichert viendrait mieux à sa place à l'article 11.

M. Python ne croit pas, en présence de la jurisprudence fédérale, que nous puissions introduire une disposition prohibitive. C'est pour entrer dans l'ordre d'idées de M. Dinichert, que nous introduisons l'obligation de la patente du colporteur pour la vente de maison en maison.

M. Dinichert répond que la loi d'Appenzell contient la disposition qu'il propose.

M. Bise aimerait voir introduire cette disposition; mais la Code des Obligations contient le principe général qui préside aux ventes à terme. La vente de maison en maison ne peut être soumise qu'à des règlements de police.

M. Bourquin observe que la vente des valeurs à terme ne sera pas supprimée par la proposition de M. Dinichert; on ne fait que prohiber une forme de cette vente, la vente de maison en maison. La vente en public resterait autorisée.

M. Python: Il est difficile d'aller plus loin que nous ne le faisons par l'article 10. Si nous exigeons la sévérité, notre loi sera cassée par le Conseil fédéral.

M. Dinichert répond que les conditions posées à l'article 10 sont, à son avis, insuffisantes pour sauvegarder les intérêts des gens naïfs que les courtiers exploitent de préférence. L'article 9 est adopté sans changement; la proposition de M. Dinichert est repoussée par une très forte majorité.

La discussion est suspendue après ce vote, pour être continuée demain.

Séance du 24 novembre 1899. — Présidence de M. Chassot, président.

M. le président du Grand Conseil donne connaissance d'une lettre de M. le président Morard, dans laquelle ce dernier annonce qu'il a envoyé au Conseil d'Etat sa démission de député.

M. le président ajoute qu'il est certain quant l'organe du Grand Conseil en exprimant ses regrets de cette détermination, que à des malentendus.

Il propose de charger le bureau de faire les démarches auprès de M. Morard pour le prier de revenir de sa décision.

M. Python se lève pour appuyer la proposition de M. Chassot. Il déclare qu'effectivement des divergences se sont produites entre l'administration des finances et l'honorable député. On étudie en ce moment la question. M. Python est convaincu qu'on aboutira à une solution satisfaisante.

Le Grand Conseil a terminé les seconds débats sur le projet de loi concernant les valeurs à lots.

Il a ensuite abordé la discussion du projet de loi sur l'assurance obligatoire du bétail. Les trois premiers articles ont été votés sans changement; il a été apporté au quatrième plusieurs amendements et adjonctions.

Le banquet du Cercle catholique

(Suite.)

A peine les applaudissements qui avaient accompagné l'entraînant discours du discours de M. de Montsach s'étaient-ils éteints, qu'un nouvel orateur se levait.

M. l'abbé Favre, professeur à Hauterive, nous montre dans le Christ lui-même un exemple, et le plus sublime, d'amour de la

patrie. Comme Jésus aimait Jérusalem, ainsi devons-nous aimer notre patrie d'ici-bas. M. Favre porte un toast vibrant à la patrie suisse et au canton de Fribourg. (Applaudissements.)

M. le révérend curé Chollet, d'Épandev, prononce un substantiel discours, fréquemment interrompu par les braves de l'auditoire; après avoir montré, par des faits, la politique féconde et la sage administration du gouvernement catholique de Fribourg, et l'union parfaite des pouvoirs civils et religieux, l'orateur fait un éloquent appel à l'union de tous les citoyens dans le respect et la confiance envers l'autorité.

Nous demandons la permission de citer ici les paroles mêmes, si pleines de sagesse, de M. le curé Chollet; l'hommage qu'elles contiennent à l'adresse du gouvernement conservateur de Fribourg, aussi bien que les conseils qu'elles renferment, leur donnent une haute opportunité.

L'orateur évoque d'abord l'autorité de Mgr Freppel, d'illustre mémoire.

Le grand Bréque d'Angers, dit-il, qui a illustré la tribune française, non moins par sa haute éloquence que par la richesse et l'étendue de ses connaissances, disait à son clergé réuni un jour de l'an :

« La seule vraie politique d'un Etat chrétien, la seule digne et la seule féconde consiste dans l'application des principes de l'Evangile et des lois de la morale chrétienne au gouvernement de la société... »

Or, Messieurs, c'est cette sage politique que pratique le gouvernement catholique de Fribourg et les résultats acquis témoignent de l'initiative, de l'esprit de suite et de la volonté persévérante de nos hauts magistrats.

Dans le domaine de l'instruction professionnelle et des encouragements à l'agriculture, nous constatons d'abord l'institution et l'heureux développement de l'Ecole d'agriculture de Pérolles, puis l'organisation des cours agricoles d'hiver, pour le plus grand profit de nos jeunes gens agriculteurs.

Les efforts de la haute administration pour le relèvement des métiers ont été couronnés par l'institution des examens d'apprentis et, surtout, par la création de cette Ecole des Arts et Métiers qui sera bientôt le Technicum fribourgeois, sans parler des cours professionnels d'adultes. Puissent nos jeunes gens profiter le plus possible de tous les moyens qui leur sont offerts de se perfectionner dans la technique de leur métier ou de leur industrie et de se garder ainsi les bonnes places dans notre canton.

Nous saluons aussi comme un précieux résultat l'extension donnée dans nos écoles à l'enseignement des travaux manuels, l'institution des écoles régionales, la réorganisation des cours commerciaux du Collège; enfin, tout ce qui a été fait soit dans les villes, soit dans les campagnes, pour développer le goût du travail et répandre le bien-être.

Aucune classe de la population n'a été oubliée dans les préoccupations de nos magistrats, et les lois sur les prud'hommes et contre la concurrence déloyale, qui sont à l'étude en ce moment, prouvent la sollicitude de notre gouvernement à l'égard des artisans et du petit commerce.

Mais, Messieurs, le mérite et le principal honneur de notre gouvernement devant les générations futures, c'est la fondation de notre chère Université, qu'un avenir prochain, espérons-le, verra s'enrichir de la Faculté de médecine, qui doit être le couronnement de l'œuvre.

Sans doute, cette grande œuvre a eu des difficultés à traverser, mais n'est-il pas dans le plan de la divine Providence que les hommes soient soumis à l'épreuve pour que de l'épreuve les institutions, comme les hommes, sortent purifiées, fortifiées et grandies. Sans doute aussi, on peut tenter de tromper le peuple, mais le peuple a le sentiment de la justice; à l'heure venue, il sait se ressaisir, il sait reconnaître et apprécier les résultats et avec les résultats les œuvres et les hommes qui les ont suscités.

L'orateur aborde ensuite la question des rapports de l'Eglise et de l'Etat. Quels doivent être ces rapports? L'Etat ignorera-t-il l'Eglise? La traitera-t-il en vassale ou en alliée?

Messieurs, dans notre cher canton de Fribourg, le problème est résolu de la manière la plus conforme au droit naturel et au droit public ecclésiastique. Nous sommes heureux d'acclamer l'union de l'Eglise et de l'Etat, les deux pouvoirs exerçant leur autorité dans la sphère de leurs attributions respectives, sans confusion et sans immixtion injuste, dans une concorde faite de confiance, de respect et d'estime réciproques. L'Etat protège l'Eglise de sa bonne volonté, la œuvre de la protection des lois.

D'autre part, si Notre-Seigneur a dit aux Juifs de son temps: Rendez à César ce qui appartient à César, si l'Eglise a toujours enseigné aux fidèles la soumission et le respect envers les autorités légitimes, si, enfin, comme le disait Guizot: « L'Eglise est la grande école du respect », n'est-il pas juste que nous témoignions une déférence et une confiance particulières envers nos hauts magistrats? Ils sont des catholiques conscients et pratiquants; ils aiment l'Eglise de toute l'ardeur de leur âme et défendent ses droits et sa liberté avec vaillance et dignité dans les Conseils de la Confédération suisse.

Cette union de l'Eglise et de l'Etat est un bien de famille que nous devons garder précieusement pour le transmettre aux générations futures.

Aussi voulons-nous continuer à travailler dans l'union et la concorde. Et nous nous garderons de laisser pénétrer dans les rangs du parti conservateur catholique le démon de la funeste division. N'avons-nous pas à faire front à des adversaires toujours en éveil

et toujours actifs, toujours unis et fortement appuyés, prêts à profiter de la moindre circonstance favorable pour entrer dans la place; n'avons-nous pas à combattre pour défendre nos libertés religieuses et sauvegarder ce qui nous reste de notre indépendance et de notre souveraineté cantonales?

N'avons-nous pas, enfin, si le fallait, le douloureux exemple de l'Eglise de France opprimée, humiliée, entravée dans sa mission religieuse et sociale, asservie par une poignée de sectaires et de cosmopolites?

Avec l'élan généreux de l'âme française, ce fond de bonté et de vaillance du cœur français, que n'aurait pu obtenir les catholiques de France s'ils avaient su se grouper et s'unir par les liens d'une ferme discipline; si tous avaient su faire abstraction de leurs préférences personnelles, si tous avaient su comprendre et mettre en pratique les sages et hautes directions du Souverain Pontife?

De meilleurs jours lui ont, il faut l'espérer, pour nos frères de France; en attendant, tout en retenant l'enseignement que nous donnent tant de vicissitudes, envoyons-leur un affectueux encouragement.

Eh bien! Messieurs, nous voulons maintenir cette union de l'Eglise et de l'Etat qui fait notre force et donne au pays les bienfaits de la paix; nous, clergé, groupé sous l'autorité de notre évêque vénéré et bien-aimé, nous voulons travailler avec le gouvernement, chacun dans notre sphère et en nous aidant mutuellement, à l'extension du règne de Jésus-Christ dans les âmes, et à la poursuite des progrès nécessaires dans tous les domaines de la vie économique et sociale, à la diffusion du bien-être dans toutes les classes de la population.

L'orateur termine en portant son toast au Conseil d'Etat, qu'il assure de l'appui, de la confiance et du dévouement du clergé fribourgeois. (Longs applaudissements.)

M. Bossy, conseiller d'Etat, remercie, au nom de cette autorité, l'orateur qui vient d'exprimer si bien les sentiments du vénérable clergé à l'égard du gouvernement. Le clergé fribourgeois montre l'exemple du dévouement aux intérêts du peuple et d'une courageuse abnégation; il a pris pour devise: vertu, science, charité. Aussi le peuple fribourgeois est-il fier de ses prêtres. C'est une grande tâche que de conserver le patrimoine religieux et moral d'un peuple; cette tâche, notre clergé la remplit admirablement. C'est avec son concours que se sont accomplies et que s'accompliront encore les réformes et les améliorations dans le domaine moral et matériel et que la démocratie réalisera ses destinées.

L'honorable conseiller d'Etat boit au canton de Fribourg.

M. Collaud, secrétaire de la Direction de police, porte le toast à Nosseigneurs les Evêques:

Toujours, dit l'orateur, les Evêques suisses ont montré une indéfectible fidélité à leur noble mission, qui est de défendre les droits de l'Eglise et la foi des fidèles.

A côté du devoir religieux lui-même, l'Evêque catholique a compris l'importance de la science catholique et c'est pourquoi il a appuyé par ses mandements et ses actes cette belle et grandiose entreprise dont le peuple fribourgeois peut être fier: l'Université catholique de Fribourg.

L'orateur rend particulièrement hommage au Chef du diocèse de Lausanne et Genève, à Mgr Deruz, pour lequel les sympathies des populations fribourgeoises sont si vives et dont la haute sagesse a de si heureux effets pour l'accord des deux pouvoirs dans notre canton.

Pais il parle du clergé fribourgeois:

Ah! Messieurs, s'écrie-t-il, il faudrait une voix forte et puissante, une autre voix que la mienne pour pouvoir proclamer dignement ce que le clergé fribourgeois a fait pour le peuple, surtout dans notre canton où le prêtre, depuis les temps les plus reculés, a été l'instituteur du peuple, en même temps que le défenseur de ses libertés.

Nous l'aimons, le prêtre fribourgeois, parce que, nous le savons, quoi que demanderont de lui les circonstances, il fera toujours son devoir et sera toujours à son poste. Le peuple, le petit et le paysan s'aiment aussi parce que, ami dévoué, il s'assied volontiers au foyer de la ferme; enfant du peuple, il reste l'ami de ses frères.

M. Collaud boit à l'union toujours plus étroite des autorités civiles et religieuses et acclame, en terminant, Nosseigneurs les Evêques suisses et le clergé fribourgeois.

M. Chassot, président du Grand Conseil, a des paroles aimables pour la presse catholique. Il montre excellemment combien elle a droit à l'appui, non pas seulement platonique, mais effectif et réel, des catholiques, dont elle soutient les principes et dont elle défend les intérêts. En face d'une presse hostile qui doit sa puissance à l'esprit de haine et de déshonneur de nos adversaires, la presse catholique a besoin de pouvoir compter sur la sympathie de ceux dont elle porte le drapeau au milieu de la lutte des idées; et cette sympathie doit se traduire par des actes.

L'orateur est vivement applaudi.

Un ecclésiastique français, de passage en notre ville, prend ensuite la parole pour exprimer son admiration à l'égard des catholiques suisses, dont il loue la foi agissante, l'union et l'entrain dans la lutte.

La Suisse, s'écrie l'orateur, est un petit pays, mais ses citoyens sont grands par le cœur et ils le montrent par leur sollicitude

pour les besoins du peuple, des pauvres et des travailleurs. Les catholiques suisses marchent des premiers dans cette voie et leur travail est bon, parce qu'ils travaillent avec Dieu.

Des braves remercient l'orateur de ses paroles de sympathie.

M. Louis Weck, président, porte le toast à l'Université catholique de Fribourg, représentée à ce banquet par son Recteur magnifique et par des délégations d'étudiants. A l'assaut de la science irrégulière, le peuple fribourgeois, sur la puissante initiative d'un de ses magistrats les plus aimés, a opposé cette citadelle de la science chrétienne qu'est l'Université. Dieu a béni cette œuvre admirable; il la bénira encore et la fera s'épanouir dans la plénitude de la prospérité.

M. Weck boit, au milieu des braves, à l'avenir de l'Université, à son Recteur et à la jeunesse universitaire.

M. Dénervand remercie les Cercles invités à l'agape de ce soir d'avoir répondu à l'appel. Il boit aux invités du Cercle catholique de Fribourg.

M. Bise, recteur de l'Université, répond au toast de M. Weck. La science, dit-il, ne saurait rester neutre; elle est chrétienne ou elle est irréligieuse. Le terme d'Université catholique est synonyme de vérité intégrale.

L'orateur fait appel à la jeunesse fribourgeoise: à elle à montrer qu'elle connaît le prix inestimable des moyens d'instruction mis à sa portée. Les sympathies envers notre jeune Université s'affirment de toutes parts; un nouveau don de 3000 francs ajouté aux récentes donations dont elle a été l'objet, le démontre éloquentement. Ayons donc confiance dans l'avenir. (Applaudissements.)

Un délégué de la *Teutonia* exprime les sentiments d'admiration avec lesquels on a salué, hors de nos frontières, la création par un petit peuple d'une Université catholique, alors que de puissants Etats n'ont pu réaliser cette œuvre d'une si éminente opportunité. Il ajoute que l'admirable organisation de la Faculté des sciences de notre Université venge éloquentement la science catholique du reproche d'infériorité qu'on lui adresse dans certains milieux. L'orateur boit au canton de Fribourg et à ses magistrats.

Un autre étudiant, délégué par l'*Allemania*, paraphrase en termes très heureux la devise des Etudiants suisses: *Virtus, scientia, amicitia*.

Enfin, M. l'avocat Eug. Deschenaux apporte à l'assistance le salut du Cercle catholique de la Glâne, et M. le colonel de Reynold fait, en termes pleins de brio, le portrait et l'éloge du peuple fribourgeois.

La série des toasts est close, et avec elle la partie officielle de la fête. Alors s'ouvre le règne de l'humour et de la fantaisie, règne d'autant plus joyeux que ses heures sont comptées.

Comme impression finale, les participants du banquet du Cercle catholique du 22 novembre ont gardé de ces agapes familiales un bon, très bon souvenir. Il s'y est dit de belles et bonnes choses. Ceux qui les ont entendues auront à cœur de leur donner, en les transformant en actes, un sens tangible et durable.

Nominations ecclésiastiques. — Par décision de Sa Grandeur Monseigneur l'Evêque de Lausanne et Genève, M. l'abbé Gabriel Megevet, auxiliaire à Valerbois, est nommé vicaire de Nyon, et M. l'abbé Louis Borcard, vicaire de Nyon, est nommé vicaire d'Yverdon.

Conférence Feigenwinter. — C'est samedi 25 novembre, à 8 1/2 h., qu'a lieu à l'Hôtel Suisse, 1^{er} étage, la conférence de M. l'avocat Feigenwinter sur les assurances, annoncée ardemment pour vendredi.

Le Jeu de la Passion. — La représentation donnée hier soir au Théâtre de Fribourg par M. Léopold Petorka et sa troupe a eu lieu devant un parterre et des galeries comblées. Quant aux loges, elles étaient à peu près vides.

Plusieurs scènes ont été fort bien rendues et vraiment saisissantes, malgré la gêne visible provenant du manque d'espace. Le tableau final, grandiose malgré son cadre trop restreint, a été splendide. La scène du prétoire ne l'était pas moins.

Quant aux décors, ils étaient parfaits.

L'Almanach catholique

DE LA SUISSE FRANÇAISE

POUR 1900

Prix : 30 cent.

En vente à l'Imprimerie catholique

"Henneberg Soie"

— seule véritable, si elle est achetée directement de mes fabriques — en noir, blanc et couleur à partir de 95 c. jusqu'à 28 fr. 50 le mètre en uni, rayé, quadrillé, façonné, damas, etc. (environ 240 qualités et 2,000 nuances et dessins différents)

Damas-soie à partir de fr. 1.40—22.50 Foulards-soie à partir de fr. 1.20—6.55

Etoffes en soie écrue pour robe à partir de 10.80—77.50 Etoffes de soie pour robe de bal à partir de ct. 95—22.50

e mètre. Armures-Soie, Monopoli, Cristalliques Moire antique, Duchesse, Princesse, Moscovite, Marcellines, Etoffes de soie pour couvertures piquées et drapeaux, etc., etc., franco à domicile. Echantillons et catalogue par retour.

G. Henneberg, Fabriques de Soieries, Zurich.

Madame Quenneq, Madame Alexandrine Lejeune, Monsieur et Madame Lucien Quenneq, Monsieur Léon Quenneq, Monsieur et Madame Woronoff, Monsieur et Madame Forestier, Monsieur et Madame Armand Lejeune, Monsieur Paul Dupuis, ont la douleur de vous faire part de la perte cruelle qu'ils viennent de faire en la personne de

Monsieur Henri QUENNEC
INGÉNIEUR

leur fils, frère, beau-frère, oncle et grand-oncle, décédé à Lausanne, dans sa 63^{me} année, après une longue maladie, muni de tous les secours de la religion.

L'enterrement aura lieu à Lausanne, samedi 25 novembre, à 2 heures après-midi.

Départ de l'église catholique. Verrerie de Semsales, le 23 novembre 1899.

PRIEZ POUR LUI !

L'office d'anniversaire pour le repos de l'âme de

Monsieur François BÄTTIG sera célébré samedi 25 courant, à 8 heures du matin, en l'église du Collège.

Demoiselle brevetée, connaissant bien l'allemand et le français, donnerait des leçons.

S'adresser rue de Lausanne, 87, au 1^{er} étage. 2657

Les familles E. Broder-Weber, à Fribourg; G. Weber-Flury, à Olten, et L. Messmer-Weber, à Muttens, ont la douleur de faire part à leurs parents, amis et connaissances de la mort de

Madame Anna-Barbara Hadiger-Weber
née NIGGELER

leur bien-aimée mère, belle-mère, grand-mère, sœur et tante, décédée le 23 novembre, après une longue et douloureuse maladie, à l'âge de 70 ans.

L'enterrement aura lieu dimanche le 26 novembre, à 1 heure de l'après-midi.

Domicile mortuaire: Rue de la Préfecture, N° 214.

A VENDRE

à 10 minutes de Fribourg

une jolie petite maison avec verger ombragé, une pose de terrain atteignant avec jardin d'agrément, fontaine. Bâti sur une bonne route cantonale. Prix 8,500 fr., exige au comptant 2000 fr.

S'adresser à Ad. Bongard, Beauregard N° 24, vis-à-vis de la brasserie.

A la même adresse à louer un logement bien exposé au soleil, situé à Beauregard. 2636

Lard Saindoux

Pour cause de provision considérable, le soussigné vend du lard fumé gras et maigre, ainsi que du saindoux (véritables marchandises du pays), à très bas prix.

Nic. POFFET, charcutier.

147, Rue du Tilleul, 147, Fribourg

CHOCOLAT KOHLER
LAUSANNE (SUISSE)

SPECIALITÉ RECOMMANDÉE

Chocolat Kohler, chocolat au lait

Manufacture de registres et copie-de-lettres
C. MARON, 8, Route de Baden, Zurich, III

SPÉCIALITÉ :

Registres solides pour Banques et maisons commerciales
Régures spéciales. Imprimés. Papiers à lettres et pour chancelleries. Enveloppes. Articles de bureau.

HOTEL DE L'AIGLE-NOIR

Rue des Alpes, 60, Fribourg

Etablissement complètement restauré. Café-Brasserie au plein-pied. Jolie salle pour banquets de famille et sociétés.

Consommations de premier choix.

Cuisine soignée.

BIÈRE DE LA BRASSERIE DU CARDINAL

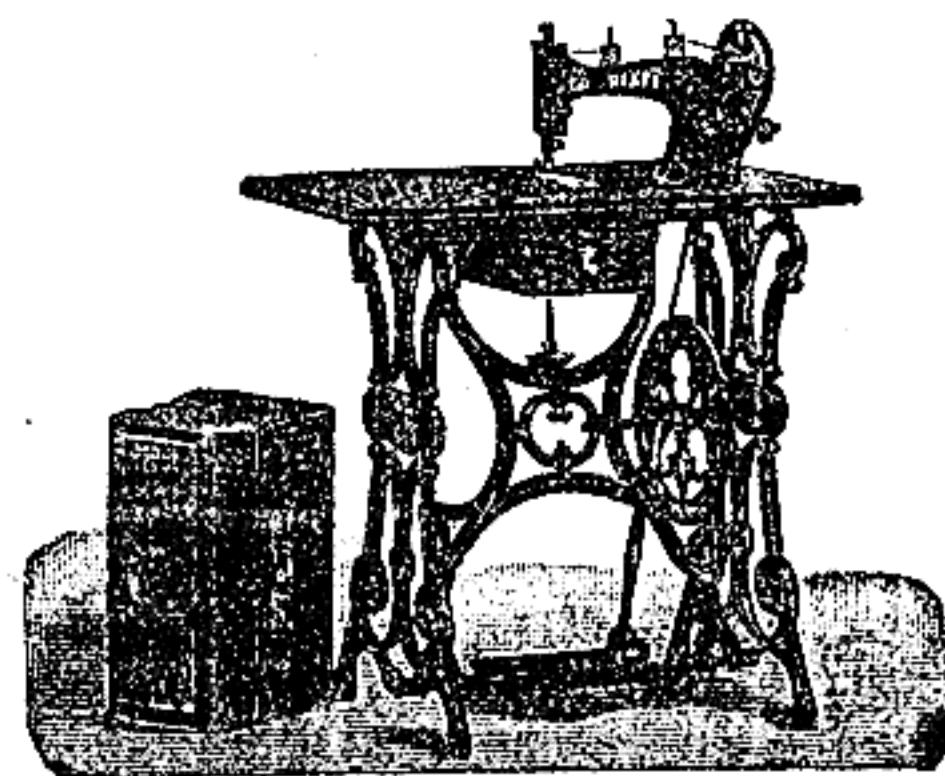
2623-1598

Aug. HOFER.

Tous les samedis et jours de foire, dîners depuis 1 fr.

La fabrique d'engrais chimiques de Fribourg achète en tout temps du VIEUX PLOMB aux plus hauts prix.

2464-1509



PFAFF MACHINES à coudre

En présence des nombreuses offres de soi-disant Machines à coudre « bon marché », il est pour chaque acheteur un précepte de précaution de veiller à ce qu'il reçoive aussi quelque chose de bon. Les machines à coudre « Pfaff » offrent, ensuite de leur excellence reconnue, la garantie la plus sûre pour un fonctionnement toujours satisfaisant.

Manufacture de machines à coudre

G. M. PFAFF, Kaiserslautern. (Palatinat.)

Fondée en 1862

900 ouvriers

M^{me} A. SAVIGNY

Sage-femme diplômée

CONSULTATIONS TOUS LES JOURS

Reçoit des pensionnaires.

Se charge des enfants. 2037

Téléphone 2608

8, rue Grenus, 8, Genève

MALAGA et MADÈRE

Par suite de la crise qui sévit en Espagne, j'ai été à même de me procurer, à prix réduits, grandes quantités de Malaga couleur rouge or, première qual. et Madère première qualité que je puis céder en petits barils de 16 lit. à 16 fr. (baril compris), contre remboursement. Barils plus grands à meilleur marché, proportionnellement. 2634-1615

Conrad Gelger, Zurich III.

AVIS

A partir d'aujourd'hui on trouvera à l'ancien magasin des dames Bady, rue de Lausanne N° 84, de la Volaille de Bresse, de première qualité.

Se recommande

J. Bauer.

A LOUER

rue de Lausanne, 47, plusieurs appartements complètement neufs, de trois pièces et cuisine avec eau; caves, terrasses, cour-buanderie, jardin.

A la même adresse, à louer magasin complètement restauré, et arrière-magasin très éclairé. 2530

JEUNE HOMME

connaissant les chevaux, ou pour tout autre emploi, cherche place.

Entrée de suite.

S'adresser à l'agence de publicité Haasenstein et Vogler, Fribourg, sous H4054F. 2661

On demande de suite

un confiseur à l'année, sachant faire un peu de décors. S'adresser Maison Saintoin Frères, à Orléans.

TABAC

J'expédie contre remboursement :

5 k. bon tabac à fumer 2.20 à 3.80
5 k. 1^{re} q. 4.— à 5.—
2 1/2 k. » coupe fine 3.50
2 1/2 k. Rognures de cig., fortes 4.—
2 1/2 k. » douces 2.50
200 cigares Vevey courts 1.90 à 2.—
200 » Rio Grande 3.— à 3.20
200 » Flora 3.20 à 3.50

Louis Pache, Moudon (Vaud).

Piano d'artiste

Magnifique piano, cordes croisées, cadre fer, doubles flambeaux, construction tout à fait supérieure, garantie, est à vendre après un mois d'usage, pour cause majeure, 700 fr. comptant; valeur, 1200 fr. — Ecrire de suite à Haasenstein et Vogler, Fribourg, sous chiffres H3993F. 2625

CAFES TORRÉFIÉS POGGI en paquets de 125, 250 et 500 gr. En vente chez Mlle Eléonore Savoy, Fribourg, 418

Pas de Hausse

Ayant fait des grands achats très avantageux avant la hausse de la laine, j'offre les étoffes pour la saison d'automne et d'hiver de toute nouveauté, en grand choix et de première qualité aux prix exceptionnellement bon marché comme suit:

Drap de dames, en toute nuance fr. 1.45, 1.35, 2.20, 3.—, 3.50, 4.70 p. m.

Diagonal, crêpe, Panama, unif. fr. 1.50 jusqu'à 3.20 p. m.

Ecossais, pour blouses et robes d'enfants fr. 1.35, 1.50, 2.—, 2.50 3.— p. m.

Loden, Whipcord, Covert-Coat, fr. 1.50, 2.—, 2.40, 3.20, 4.30 p. m.

Echantillons franco

MAX WIRTH

Zurich

Limmatquai, 52



OCCASION EXCEPTIONNELLE — A VENDRE

- 2 arbres pour roues à eau, avec rosettes.
- 3 roues dentées, cylindriques avec pignons.
- 4 roues dentées, coniques avec pignons.
- 2 paires de meules (champagne).
- 2 butleries rondes.
- 1 grande butlerie double.
- 2 nettoyeurs à grains.
- 1 trieur à grains.
- 1 tarare, aspirateur,

ainsi que plusieurs élévateurs.

Toutes ces machines sont en bon état et peu usagées.

Pour renseignements, s'adresser à

2659

H. Wernli, mécanicien, à Berne.

FOURNEAUX en catelles

FOURNEAUX en tôle garnis

TUYAUX DE FOURNEAUX

PATE FLAMMANDE



Grand choix

de fourneaux inextinguibles

FOURNEAUX A PÉTROLE

E. WASSMER, Fribourg

Halle aux meubles

Le plus grand choix de tous genres de meubles et literie se trouve toujours à la grande Halle aux meubles. Des installations de salons, chambres à coucher, salles à manger, des plus ordinaires aux plus élégantes, sont exécutées dans le plus bref délai, à des prix et conditions les plus avantageux.

Grande facilité de paiement.

HALLE AUX MEUBLES, Rue des Rames, 147, Fribourg

S. SCHWAB, tapissier.